

**Maurice Lagueux**

Professeur de philosophie, Université de Montréal

1987

# “Le néo-libéralisme et la gauche”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Maurice Lagueux  
Professeur de philosophie, Université de Montréal

## “ Le néo-libéralisme et la gauche ”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Lizette Jalbert et Lucille Beaudry, **Les métamorphoses de la pensée libérale sur le néo-libéralisme actuel**, pp. 157-191. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1987, 237 pp. Collection : Études d'économie politique. Collection dirigée par l'Association d'économie politique.

[Autorisation accordée le 19 mai 2006]  
[maurice.lagueux@umontreal.ca](mailto:maurice.lagueux@umontreal.ca)

Site web : <http://www.philo.umontreal.ca/dept/cahiers.html>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

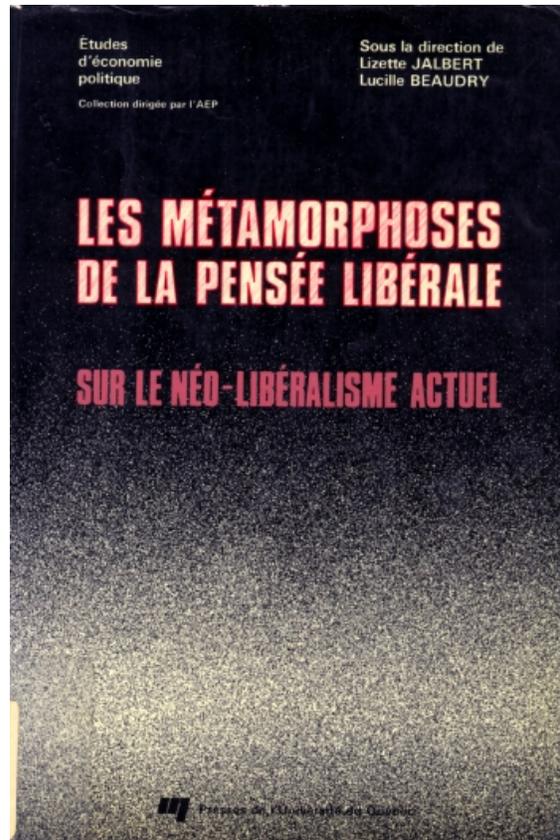
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 24 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Maurice Lagueux  
Professeur de philosophie, Université de Montréal

“ Le néo-libéralisme et la gauche ”



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Lizette Jalbert et Lucille Beaudry, **Les métamorphoses de la pensée libérale sur le néo-libéralisme actuel**, pp. 157-191. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1987, 237 pp. Collection : Études d'économie politique. Collection dirigée par l'Association d'économie politique.

# Table des matières

## Introduction

1. L'effondrement d'un préjugé favorable à la gauche
2. Une typologie des réponses de la gauche
3. Quelques conceptions à réviser
4. Fonctionnement de l'idéologie néo-libérale

“ Le néo-libéralisme et la gauche ? ” \* (1987)

Maurice Lagueux  
professeur de philosophie, Université de Montréal

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Lizette Jalbert et Lucille Beaudry, **Les métamorphoses de la pensée libérale sur le néo-libéralisme actuel**, pp. 157-191. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1987, 237 pp. Collection : Études d'économie politique. Collection dirigée par l'Association d'économie politique.

## Introduction

[Retour à la table des matières](#)

On a déjà trop commenté sans doute ce « virage à droite » qui, de la façon la plus inattendue, a fait fondre comme neige au soleil le préjugé favorable dont bénéficiait, au cours des années 1960, à peu près tout ce qui était alors associé à la gauche. Dans de larges milieux, les thèses néo-libérales ont donné lieu à de nombreux écrits inspirés par une ferveur aussi proluxe que celle qui animait les marxistes d'antan ; d'autres auteurs, demeurés fidèles aux idées de gauche, n'ont pas manqué, par contre, de faire du néo-libéralisme l'objet privilégié de leurs critiques, voire de leurs sarcasmes, en se désespérant souvent de la vitalité d'une philosophie qu'ils avaient logée trop vite dans un lointain passé à jamais révolu ! Plutôt que de prolonger indûment un débat aussi polarisé, je voudrais m'interroger ici sur la réaction, apparemment assez inefficace, que la gauche a opposée à la montée du néo-libéralisme. Plus précisément, il s'agira de diagnostiquer et d'analyser ce qui paraît être un malaise persistant dans la façon dont, à gauche,

---

\* Les recherches nécessaires à la préparation de ce texte ont été rendues possibles grâce à une bourse de travail libre du C.R.S.H.C.

on a réagi le plus souvent à cet engouement soudain pour l'économie néo-libérale. Quel qu'en soit l'intérêt proprement thérapeutique, on peut au moins espérer d'un tel diagnostic qu'il contribue à situer l'ensemble du débat dans une plus juste perspective.

L'examen requis ne peut aller sans précisions préalables sur la nature du « virage à droite » dont il est ici question. Il faut, en tout premier lieu, dissiper l'équivoque qui a amené plusieurs partisans de la gauche à traiter comme s'il s'agissait d'un simple revirement politique forcément superficiel ce qui se présente plutôt comme un profond glissement idéologique. Or un tel glissement, s'il affecte incontestablement la conjoncture politique, ne peut se réduire aux remous qu'avec bien d'autres facteurs il contribue seulement à provoquer à ce niveau. Quelles que soient les chances respectives de réélection des actuels leaders de droite ou de gauche, on doit admettre que, depuis le milieu des années 1970, un sentiment durable de méfiance à l'égard des idées de la gauche et de sympathie relative à l'égard des idées de la droite s'est installé profondément, un peu partout en Occident. Ce n'est pas dans l'analyse des boîtes de scrutin qu'il faut chercher la mesure de ce qui ressemble à une mutation profonde de toute une manière de penser. Aussi, est-ce uniquement ce phénomène d'ordre idéologique, et non les aléas de la vie politique auxquels il sert de toile de fond, qui sera évoqué ici par l'expression « virage à droite ».

Pour caractériser ce virage, je m'efforcerai, dans une première section, de dégager ce qui a changé dans *la manière d'appréhender* la réalité sociale elle-même. La deuxième section proposera ensuite une sorte de typologie des principaux arguments que ce virage a inspirés à ceux qui se réclament de la gauche et suggérera que, pour des raisons variées, ces arguments étaient condamnés à ne pas avoir beaucoup d'impact. Dans une troisième section, il s'agira de dénoncer quelques confusions conceptuelles - en particulier à propos des notions de « science » et d'« idéologie » - qui expliquent la relative inefficacité de ces arguments. Enfin, une quatrième section permettra d'entrevoir comment la critique de gauche pourrait tirer parti de la remise en cause proposée ici de conceptions auxquelles elle ne doit rien d'autre qu'un pseudo-radicalisme mécanique et stérile.

## 1. L'effondrement d'un préjugé favorable à la gauche

[Retour à la table des matières](#)

Pour mettre en évidence cet effondrement du préjugé favorable dont bénéficiaient jadis les idées de gauche, on peut s'en tenir aux trois thèmes suivants dont on ne contestera pas le caractère représentatif : celui de l'univers du travail auquel la gauche avait spontanément associé sa destinée, celui de l'État que la gauche, peu à peu, avait pris l'habitude de percevoir comme un instrument de prédilection, celui, plus profondément, de cette « philosophie spontanée » des gens de gauche qui les amène à reconnaître à tout ce qui est de caractère proprement social une sorte de primauté de principe sur ce qui se rattache seulement à l'individu.

1) L'univers du travail, il va sans dire, continue d'occuper la place centrale qu'il a toujours occupé dans notre civilisation ; ce qui s'est brusquement effondré ici c'est uniquement le prestige des organisations de travailleurs et l'aura quasi mystique qui entourait l'idée même de « travail » et qui faisait que, au cours des années 1960, il y avait quelque chose de culpabilisant pour les intellectuels à critiquer, je ne dis pas les travailleurs en tant que tels, - ç'aurait été blasphémer - mais leurs représentants sur terre, c'est à dire les syndicats. Aujourd'hui, le bon peuple lui-même ne respecte plus rien et déserte les assemblées syndicales, pendant ce temps, les intellectuels qui ne sentent plus, comme jadis, le besoin, pour être respectés, de rappeler à tout propos qu'ils sont avant tout des « travailleurs » voués à la « production » de textes, se permettent, quand ils dissertent sur le monde de la production, d'évoquer l'image du chef d'entreprise avec une complaisance presque aussi admirative que celle qu'ils auraient mise hier à évoquer l'image de l'ouvrier mécanicien.

Il ne faudrait pas toutefois en conclure trop vite à un affadissement de ce sens aigu de la justice qui a soutenu la défense des intérêts des travailleurs menée souvent avec héroïsme par des générations d'hommes et de femmes associées à la gauche. Ce qui s'est défait plutôt, c'est le lien subtil qui, chez tant de militants, reliait la cause de la justice sociale à celle d'institutions comme les syndicats ou les partis de gauche. Pour nombre de ceux qui leur accordaient spontanément leur sympathie, ces institutions ont brusquement cessé de constituer le canal nécessaire d'un engagement social qui dorénavant pourrait se faire plus réfléchi et moins encadré. De plus, une sorte de tension s'est peu à peu manifestée entre la justice et une autre valeur, la liberté, qui, au cours de l'histoire lui avait pourtant été étroitement associée, mais qui se trouvait désormais plus menacée que protégée par la présence de plus en plus envahissante des institutions vouées à promouvoir la justice sociale.

2) Il faut reconnaître cependant que, si la gauche a été généralement friande d'institutions, le recours à l'État comme tel a été bien loin d'occuper, au sein des idées qu'elle a défendues, une place aussi sacrée que celle qu'elle a toujours réservée à la justice sociale. L'anarchisme, on le sait, a exercé sur la gauche une séduction tout aussi réelle que celle qu'il exerce aujourd'hui à droite chez les plus farouches adversaires de l'intervention étatique ; « ailleurs, pour les marxistes « purs et durs », l'État a toujours été perçu au mieux comme un instrument dangereux dont il y a lieu de se méfier en attendant de pouvoir l'abolir carrément. Aussi, dans les affrontements entre l'État et ses travailleurs, ceux qui se réclament de la gauche n'hésitent pas, généralement, à accorder leur sympathie aux seconds.

Toutefois, dans la mesure où la gauche a voulu *transformer* effectivement la société, il faut reconnaître que, face à une droite qui ne jurait que par le marché et le laissez-faire, elle n'a guère trouvé mieux que de miser sur l'intervention de l'État, d'un État qu'il s'agissait bien sûr de mâter pour le mettre au service des travailleurs, d'un État qu'on aurait même voulu considérer comme une sorte d'émanation de la volonté de ces travailleurs, mais d'un État qui, concrètement, devait toujours s'incarner dans un régime politique affairé à façonner la société, de gré ou de force, selon un modèle préétabli.

Or c'est précisément cette prétention qui est désormais contestée par ceux qui, de plus en plus, se méfient profondément de l'État. Cette méfiance ne s'embarrasse pas de nuances et atteint indistinctement toutes les formes d'intervention de l'État. Les déficits budgétaires qu'on accueillait, hier encore, comme des porteurs d'expansion tendent maintenant à être perçus comme d'intolérables calamités ; le terme « planification » qu'on considérait, à l'époque, comme synonyme de « rationalité » évoque plus souvent, de nos jours, un paralysante rigidité ; à la génération d'Américains qu'enthousiasmait l'invitation lancée par le président Kennedy à « faire quelque chose pour le pays » a succédé celle qui, rapport d'impôt en main, estime en avoir déjà trop fait pour ce qu'elle reçoit en retour. Bien sûr cette méfiance est souvent irrationnelle chez ceux qui en ont assez des taxes sans être prêts à sacrifier les avantages sociaux auxquels ils ont pris goût, mais l'essentiel est qu'ils sont beaucoup moins enclins que jadis à s'en remettre à un État-providence pour échapper aux rigueurs du marché.

Non point que ce revirement ait toujours une teneur franchement idéologique : les jeunes qui rêvent aujourd'hui de faire leur avenir dans l'entreprise privée ne défendent pas en cela une thèse opposée à celle de leurs aînés, ils ne parviennent tout simplement pas à comprendre pourquoi, il y a vingt ans, il paraissait tellement plus prestigieux - et pas seulement plus douillet - de se tailler plutôt une place dans le secteur public. Pour des raisons à la fois économiques, politiques et culturelles, le préjugé qui faisait du secteur privé une sorte de parent pauvre du secteur public s'est peu à peu estompé, partout, y compris dans le monde syndical lui-même.

3) Si ce préjugé favorable avait pu s'enraciner si aisément, au cours des années 1960, c'est qu'il s'inscrivait dans une manière de pensée alors dominante qui valorisait systématiquement le social aux dépens de l'individuel. Toute conception « individualiste » se voyait alors doublement disqualifiée du fait qu'elle pouvait être perçue à la fois comme moralement odieuse et comme scientifiquement superficielle.

Sur le plan moral d'abord, l'individualisme étant aisément associé à l'égoïsme dans la conscience populaire, les valeurs altruistes paraissaient beaucoup mieux assurées par une manière de pensée qui appréhendait immédiatement les individus comme membres d'une société.

C'est dans ce contexte, par exemple, que la charité privée la plus désintéressée était devenue une activité presque honteuse, au cours des années 1960, parce qu'elle tendait à retarder la prise en charge de la pauvreté par l'État, qui répondait mieux à une conception « sociale » du souci de l'autre. On conviendra qu'on serait beaucoup moins porté, de nos jours, à reprocher à un généreux donateur le caractère plate-ment individualiste de son geste, non seulement parce qu'on se fait moins d'illusions sur l'efficacité de l'État mais aussi parce qu'on a perdu l'habitude de penser que les valeurs morales ne doivent leur sens qu'à leurs dimensions sociales.

Toutefois le privilège du social sur l'individuel tenait plus fortement encore à des raisons épistémologiques qu'à des raisons éthiques. Face à des pseudo-explications qui invoquaient les « héros » en histoire, les « bons motifs » en politique et les « coups de génie » en théorie des sciences, il a paru urgent à ceux qui ont voulu aborder ces questions avec un esprit un peu scientifique de s'efforcer de dégager des *structures* cachées ou des *systèmes* d'organisation qui allaient permettre désormais d'expliquer le comportement des agents individuels par la place qu'y occupent ces derniers. Dans ce contexte, le marxisme constituait un instrument d'analyse sociale particulièrement précieux ; il permettait de penser comme un système l'ensemble des sociétés capitalistes et d'expliquer *structurellement* tant leur fonctionnement économique que leur développement historico-politique, tout en fournissant, par surcroît, quelques principes applicables à la discussion de phénomènes culturels comme les découvertes scientifiques. Devant une telle analyse des mécanismes sociaux, les sciences sociales traditionnelles, et les sciences économiques en particulier, qui se fondaient sur l'analyse des décisions individuelles, étaient vouées à un déclin certain, du moins aux yeux de bien des observateurs agacés par le piétinement de ces disciplines.

Or, vers la fin des années 1970, ce qui a brusquement décliné, c'est bien plutôt l'intérêt suscité par le marxisme et par les diverses analyses structuralistes auxquelles celui-ci avait souvent été associé. En même temps, se multipliaient partout des travaux inspirés par un individualisme libéral, qui, dix ans plus tôt, auraient été disqualifiés par leur prétention même de trouver des explications scientifiques dans les libres décisions de *sujets* individuels plutôt que dans les structures de la

réalité sociale. Le titre de l'ouvrage *L'économique retrouvée*<sup>1</sup> publié par un groupe de « nouveaux économistes » français est, à cet égard, symptomatique : la démarche adoptée par ces économistes aurait, comme par enchantement, « retrouvé » une nouvelle crédibilité qui leur permettrait désormais de s'engager triomphalement sur un vaste terrain qui leur était longtemps demeuré interdit.

On peut illustrer ce renversement étonnant et lui apporter peut-être un début d'explication en considérant un instant le destin singulier de la notion de « main invisible » qu'invoquent si volontiers les économistes néo-libéraux. Si cette banale métaphore, qui ornait timidement un paragraphe perdu au milieu de *la Richesse des nations* d'Adam Smith<sup>2</sup>, est devenue la plus célèbre et la plus citée de cet auteur, c'est largement dû au fait que, pour les adversaires de l'économie libérale, elle constituait une cible de choix. À l'époque où la science cherchait à s'arracher à l'emprise de la théologie, les connotations religieuses de cette métaphore suffisaient presque à disqualifier les prétentions scientifiques de l'analyse économique qui y recourait si ouvertement. Or, ironiquement, c'est précisément cette notion de « main invisible » qui est souvent présentée aujourd'hui comme l'élément essentiel d'une sorte de paradigme *scientifique* en sciences sociales. Le philosophe Robert Nozick s'est même employé à parcourir ces dernières pour faire la liste de seize théories qu'il considère comme d'authentiques *invisible hand explanations*<sup>3</sup>. Ce qui, pour Nozick, assure une sorte de supériorité de principe à ces théories, dont Adam Smith a fourni le modèle, c'est qu'elles permettent, sans recourir aucunement aux visées intentionnelles de sujets conscients, d'expliquer un phénomène (comme le fonctionnement efficace d'une société économique) qui paraît, à première vue, relever d'interventions concertées.

Comme les intellectuels de gauche l'avaient si souvent proclamé, au cours des années 1960, pour pouvoir se dire *objective*, la science doit fuir les explications téléologiques qui valorisent indûment la

---

<sup>1</sup> J.-J. ROSA et F. AFTALION, *L'économique retrouvée*, Paris, Economica, 1977.

<sup>2</sup> A. SMITH, *Wealth of Nations*, New York, Modern Library, 1937, p. 423.

<sup>3</sup> R. NOZICK, *Anarchy, State, and Utopia*, New York, Basic Books, 1974, pp. 20-21.

conscience et les intentions des *sujets*. Or, c'est précisément cette mise à l'écart de la subjectivité et de la téléologie - où d'aucuns auraient vu jadis l'essentiel de la contribution de Marx - qui ferait pour Nozick la force de ces explications apparentées à l'idée de « main invisible ». N'est-ce pas ce qui avait fait le mérite scientifique de Darwin que d'avoir pu, sans recourir le moindrement à une quelconque finalité intentionnelle, expliquer une évolution biologique que plusieurs croyaient dirigée, elle aussi, par une sorte de « main invisible » ?

Il va sans dire que toutes les explications de ce type ne sont pas ipso facto scientifiquement acceptables et qu'elles laissent bien des difficultés non résolues. D'autres conditions sont requises pour qu'une théorie puisse être considérée scientifiquement valable, mais l'important ici, c'est que la métaphore de Smith qui, hier encore, semblait condamnée par quelque tare épistémologique est présentée aujourd'hui comme gage du caractère scientifique d'une telle théorie. Au moment où les avatars du socialisme et l'inefficacité bureaucratique handicapent sérieusement l'éloquence des avocats de la primauté du social, la force du néo-libéralisme, dont, sur ce plan, Hayek fut incontestablement le principal inspirateur, aura été de réactiver la logique de la « main invisible », pour conférer quelque crédibilité scientifique à une analyse qui, sans faire appel à des processus intentionnels, pouvait proposer une explication des phénomènes sociaux à partir de comportements strictement *individuels*.

Avant toutefois d'examiner comment la gauche a réagi au succès inattendu de ces théories néo-libérales, il importe de dissiper un éventuel malentendu. On pourrait penser en effet qu'accorder une telle importance à des phénomènes de caractère *idéologique* (par opposition, dans le cas présent, aux phénomènes de caractère *politique*) équivaut à concéder indûment à ce que certains marxistes appelleraient « instance idéologique » une quelconque « dominance » sur les autres instances. Il n'en est rien pour la bonne raison que de telles instances ne sauraient être isolées de la sorte qu'en vertu d'une abstraction stérile qui dissout les liens multiples sans lesquels elles cessent de contribuer à l'explication du fonctionnement concret d'une société <sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Voir à ce sujet M. LAGUEUX, *Le marxisme des années soixante*, Montréal, Hurtubise HMH, 1982, chapitre V.

Rien ne serait plus naïf en effet que de se représenter les phénomènes idéologiques qui sont examinés ici comme isolés des phénomènes politiques et économiques qui permettent seuls de les bien comprendre. Il va sans dire que la mauvaise humeur à l'égard des idées interventionistes et des idées de gauche en général s'explique largement par la détérioration récente de la situation économique, par le développement de la « stagflation », par les échecs de divers programmes sociaux où l'on avait mis beaucoup d'espoir, par l'épuisement de la croissance économique continue qui favorisait l'optimisme des bâtisseurs de sociétés et par la fermeture des horizons qui s'offrent à une jeunesse vouée au chômage. Il faudrait signaler aussi des facteurs démographiques comme le vieillissement de la population et des facteurs proprement politiques comme les réorientations des expériences socialistes en URSS et surtout en Chine, leur impact sur les partis occidentaux, l'essoufflement des expériences nationalistes et bien & autres déplacements de rapports de force qui, à n'en pas douter, ont puissamment marqué l'évolution des idées. Rappeler avec insistance que l'actuel virage à droite est un phénomène *idéologique* plutôt que politique, ce n'est pas nier l'importance des phénomènes économico-politiques, c'est simplement tenir compte du fait que toutes les récessions économiques n'ont pas les mêmes conséquences idéologiques - à l'inverse de celle des années 1970, la crise des années 1930 n'a-t-elle pas, aux États-Unis, par exemple, favorisé plutôt un virage à gauche ? - et que par conséquent on ne gagne rien à confondre la mutation des idées qui nous intéresse ici avec une récession économique ou avec un réaligement des forces politiques.

Les penseurs de gauche n'ont eu que trop tendance à télescoper cette mutation des idées sur la conjoncture politique. La notion même de « reaganomics », qui a fait fureur dans la gauche américaine, semble avoir eu pour fonction chez certains de réduire tout le phénomène aux visées économiques plutôt incohérentes d'un ancien comédien qui a su séduire et rassurer son peuple. Inversement, dans la gauche française, on a mis bien du temps pour renoncer à voir dans le 10 mai 1981 le début d'une nouvelle ère qui aurait rendu caduque toute idée

de virage à droite <sup>5</sup>. Néanmoins de nombreux penseurs de gauche ont vite surmonté ces tentations et ont franchement fait face aux questions nouvelles posées par ce « virage à droite » au niveau des idées. C'est à l'analyse de leurs réponses qu'il faut maintenant se consacrer.

## 2. Une typologie des réponses de la gauche

[Retour à la table des matières](#)

À l'encontre des prétentions d'une économie néo-libérale qui a désormais le vent dans les voiles tant par l'importance et l'originalité de sa production que par la crédibilité scientifique qu'on lui reconnaît dans d'assez larges milieux, les objections n'ont certes pas manqué de la part de la gauche. Il serait vain toutefois de regrouper pêle-mêle tous les arguments suscités par les idées économiques assez hétérogènes qui ont été associées plus ou moins directement au mouvement néo-libéral. Il sera plus instructif de s'en tenir ici à ceux de ces arguments qui s'en prennent proprement au projet, caractéristique de ce que l'on présente souvent comme une « nouvelle économie », & appliquer systématiquement les principes de la micro-économie à tous les secteurs de l'activité humaine. Ne seront donc pas considérés ici les arguments qui visent plutôt les théories macro-économiques, monétaristes et autres, et la kyrielle de politiques qui se sont inspirées de ces idées. Les objections dirigées contre cette « nouvelle économie » émanent elles-mêmes d'horizons théoriques assez variés et, comme on le verra, c'est pour des raisons fort différentes qu'elles ne parviennent guère à miner sérieusement la crédibilité des théories qu'elles mettent en cause. Aussi paraît-il indiqué de les regrouper en cinq catégories afin de mieux faire ressortir, pour chacune de ces catégories, la source de sa relative inefficacité.

---

<sup>5</sup> Voir, par exemple, R. LEKACHMAN, *Greed is not enough : Reaganomics*, New York, Pantheon Books, 1982 et les premiers mots de l'introduction à ANDREFF et autres, *L'économie fiction, contre les nouveaux économistes*, Paris, Maspero, 1982.

Ceux qui, aux plus belles heures du marxisme, dénonçaient avec indignation les critiques d'inspiration humaniste ou empiriste que les adversaires de Marx accumulaient à l'endroit de sa pensée ne devraient pas se surprendre de l'inanité manifeste des objections des deux premières catégories considérées ici, puisqu'elles relèvent respectivement de ces deux sources d'inspiration si décriées. Les objections des troisième et quatrième catégories paraîtront donc plus sérieuses et plus fondamentales ; elles concernent respectivement la pureté méthodologique et les fondements philosophiques des théories critiquées et, cette fois, c'est plutôt leur généralité qui gênera leur efficacité. Enfin, une dernière catégorie d'objections regroupe les arguments qui dénoncent le caractère idéologique de la « nouvelle économie » et c'est à un tout autre niveau qu'il faudra évaluer leur portée.

1) Une première catégorie d'arguments dirigés contre le néo-libéralisme actuel s'inspire donc d'un humanisme apparenté à celui qu'on a traditionnellement opposé au *Capital* de Marx. Manifestement, la représentation trop crue de partenaires qui calculent froidement leur utilité avant de contracter mariage blesse autant le sens moral que l'image du capitaliste qui, pour en tirer tout le profit possible, presse l'ouvrier dont il a acheté, sur le marché, la force de travail. Ce qu'il y avait de troublant, pour ses adversaires, dans la pensée de Marx, c'est que, dès le deuxième tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, elle avait pu, en quelque sorte, monopoliser l'idée d'une théorie scientifique de l'ensemble des comportements sociaux et, bien avant que les théoriciens « bourgeois » ne s'y hasardent eux-mêmes, elle avait osé expliquer ces comportements à partir de leurs conditionnements économiques. C'est pourquoi, ceux qu'inquiétaient les avantages que le mouvement socialiste pouvait tirer d'une telle situation se sont employés si volontiers à neutraliser ces conséquences, en discréditant l'analyse scientifique qui menaçait de la perpétuer. Faute de pouvoir alors appuyer, de façon crédible, leur critique sur une analyse scientifique de niveau comparable, ils furent réduits à dénoncer l'impérialisme économique de Marx et à s'indigner devant une théorie qui semble traiter les hommes comme s'ils étaient mus seulement par leurs intérêts économiques les plus mesquins.

Dans ce contexte, il est étonnant et symptomatique de voir que, dans le débat entre les économistes de gauche qui ont rassemblé leurs

contributions sous le titre *L'économie fiction* et les « nouveaux » économistes qui un peu auparavant avaient publié *L'économie retrouvée*, ce sont les premiers qui s'offusquent à maintes reprises de la fâcheuse tendance des seconds à invoquer à tout propos les intérêts économiques. Il y a sans doute quelque chose de fondé dans cette critique, mais il est difficile de ne pas s'étonner d'une sorte d'inversion des stratégies entre la droite et la gauche quand, par exemple, on voit Roger Frydman, l'un des collaborateurs de *L'économie fiction*, émailler sa contribution, intéressante par ailleurs, d'une complainte dont voici un exemple : « *Supposer que tout, dans toutes les sociétés, a d'abord été fondé pour des raisons économiques, est ce qui apparaît dans les théories sociologiques ou historiques des nouveaux économistes* »<sup>6</sup>. Marx lui-même, dont on dissimule souvent les accents humanistes, aurait probablement sympathisé avec cette critique, mais il faut avouer que la gauche a changé de leitmotiv depuis l'époque où, dans certains milieux, on ne jurait que par « la détermination par l'économie en dernière instance ».

On en jugera par l'accueil que la gauche a généralement réservé aux divers travaux de Gary Becker sur le capital humain et sur l'analyse économique du comportement humain. Du point de vue de la dignité humaine, il en va de la notion de « capital humain » comme de celle de « travail qualifié » que Marx réduisait à celle de « travail complexe » ou, si l'on préfère, à celle de « travail simple multiplié »<sup>7</sup>. L'humanité de l'ingénieur n'est guère plus respectée quand on lui signifie que, grâce à une affectation de capital variable à des fins d'éducation, la valeur de chacune de ses heures de travail est désormais multipliée par un coefficient 3.7 que quand on lui rappelle qu'il a investi temps et argent dans une formation qui lui procure un rendement de 20% supérieur à celui qu'il aurait obtenu en consacrant les mêmes ressources à l'obtention de biens physiques. Ceux qui trouvent odieux que Becker se permette de recourir à des instruments économiques

<sup>6</sup> R. FRYDMAN, « L'État et le modèle économique », in ANDREFF et autres, *L'économie fiction, contre les nouveaux économistes*, op. cit., p. 34, no. 33. Voir aussi M. RIOUX, *Le besoin et le désir*, Montréal, l'Hexagone, 1984, par exemple, p. 60.

<sup>7</sup> K. MARX, *Le Capital*, livre I, ch. 1, in *Oeuvres*, tome I, édition La Pléiade, Paris, Gallimard, 1963, p. 572.

pour étudier les relations familiales devraient relire la fameuse page où Marx - à qui on ne devrait pas donner trop vite des leçons de dignité humaine - procède à la comptabilité requise par la reproduction de la force de travail au sein de la famille ouvrière. Marx, qui s'affairait alors à rassembler les divers ingrédients requis pour calculer « *la valeur journalière de la force de travail* ». y rappelle tranquillement que « *les frais d'éducation [de celle-ci]... rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production* »<sup>8</sup>. Contrairement à une collaboratrice de *L'économie fiction* qui s'indigne de voir Becker appréhender les enfants comme « objets » et comme « marchandises » (que leurs parents décident d'acquérir en les procréant)<sup>9</sup>, Marx, on le voit, n'hésitait pas, pour sa part, à appréhender comme une simple marchandise le futur travailleur qu'il s'agit d'éduquer. Pas plus que les « nouveaux économistes », il ne sentait, du reste, le besoin de rappeler à tout moment que le travailleur n'est pas que marchandise, même si celui qui veut faire oeuvre scientifique peut trouver utile de le considérer momentanément sous cet angle.

Il ne servirait à rien d'épiloguer ici sur les différences entre famille et marché du travail, car la question est bien plutôt de savoir s'il est légitime pour Marx, pour Becker, ou pour quelque autre théoricien des sciences sociales de recourir à d'irrévérencieuses abstractions en vue de construire un modèle explicatif des comportements humains. Or il semble bien que, sur ce terrain, l'Histoire a donné tort aux détracteurs « humanistes » de Marx et que leur indignation n'a compté pour rien dans les difficultés qui, depuis peu, ont apparemment mis sa pensée en échec. Elle risque de donner tort également aux détracteurs « humanistes » de Becker et des économistes néo-libéraux qui partagent son programme de recherche, même si l'enthousiasme que ses travaux, fort discutables à bien d'autres égards, ont suscité chez ceux qui ont voulu y voir la base de toutes les sciences sociales à venir est manifestement excessif et même assez naïf.

2) L'argument que l'on a servi le plus constamment, tant aux économistes néo-classiques et néo-libéraux qu'à ceux qui se réclamaient

---

<sup>8</sup> Ibid., pp. 723-724.

<sup>9</sup> A.L. COT, « Nouvelle économie, utopie et crise », in ANDREFF et autres, *L'économie fiction, contre les nouveaux économistes*, op. cit., p. 149.

de Marx, est probablement celui qui dénonce l'irréalisme des modèles théoriques invoqués par chacun d'eux. Or, confrontés à ceux qui croiraient ainsi disqualifier la pensée de Marx en observant, par exemple, que les capitalistes réels ne pensent pas qu'à pressurer les travailleurs en vue d'accumuler toujours plus de capital, les marxistes repousseraient avec une certaine hauteur une objection qui, au nom d'un empirisme primaire et d'un réalisme grossier, suppose à tort que la science doit reproduire le monde réel dans toute sa complexité. Si, comme bien des marxistes se sont plus à le souligner, la science doit, en un sens, construire son objet, on ne peut constamment reprocher à cet objet son caractère artificiel et stylisé. C'est pourquoi les réquisitoires comme celui de J. Attali et M. Guillaume contre « l'irréalisme » des modèles économiques portent le plus souvent à faux<sup>10</sup>. Cette sorte d'objection déjà familière aux institutionnalistes américains s'est vue stimulée, il est vrai, par la surenchère formalisante des économistes contemporains. Pourtant, comme la volonté de faire de la théorie économique une sorte de copie conforme de la réalité est plutôt étrangère aux économistes néo-libéraux, qui ne sont que trop heureux de reconnaître, avec tous les théoriciens des sciences, que l'analyse scientifique doit se situer à un niveau suffisant d'abstraction, il serait bien vain d'attendre de telles objections qu'elles soient plus troublantes à leurs yeux qu'elles ne l'ont été aux yeux de Marx.

Avant toutefois de passer à une troisième catégorie d'arguments, il convient de faire observer que deux considérations, qui ne sont pas sans rapports avec la question du réalisme de la science, conservent toute leur signification, même si elles ne s'appliquent pas spécifiquement au néo-libéralisme et à la « nouvelle économie ». On a souvent reproché, &une part, aux constructions formelles des économistes de manquer de pertinence, non pas en ce sens qu'elles sont trop abstraites, mais en ce sens qu'elles se limitent aux seules questions qui se prêtent à ces abstractions dans lesquelles manifestement leurs auteurs se complaisent. Sur ce plan, le marxisme marque incontestablement des points contre l'économie néo-classique, comme le signalait Joan Robinson, dès 1942, quand elle observait que, avec des instruments beaucoup moins sophistiqués, Marx avait au moins le mérite d'aborder

---

<sup>10</sup> J. ATTALI et M. GUILLAUME, *L'anti-économique*, Paris, PUF, 1974. Voir, en particulier, le chapitre intitulé « La microéconomie, une autre planète ».

directement les questions essentielles <sup>11</sup>. Mais, ce genre d'argument paraîtra moins décisif au moment où les marxistes eux-mêmes commencent à douter de la validité de l'analyse que Marx a fait porter sur ces importants problèmes et au moment où les « nouveaux économistes » franchissent allègrement les frontières étroites de leur discipline, en prétendant apporter un éclairage nouveau sur ces questions (criminalité, discrimination raciale, etc.) qu'on leur reprochait justement d'ignorer.

D'autre part, si les économistes de toutes tendances ne sont guère ébranlés par le reproche « irréalisme adressé à leurs théories, ce n'est pas qu'ils font peu de cas du monde réel, c'est, du moins pour la plupart d'entre eux, qu'ils estiment que le véritable test de la validité de ces théories doit porter sur les prédictions qu'elles rendent possibles et non sur les énoncés schématiques qui en constituent l'armature. Aussi, dès qu'ils se voient opposer des tests qui paraissent infirmer les prédictions autorisées par leurs études, les économistes ne peuvent plus repousser du revers de la main une objection *fort différente* d'une simple accusation d'irréalisme. Seulement ici, - à l'instar de la plupart des prédictions des économistes plus traditionnels, mais aussi de celles des économistes néo-ricardiens ou marxistes - les prédictions des nouveaux économistes sont, en quelque sorte, protégées par leur principale faiblesse, soit leur inaptitude à être soumises à des tests vraiment concluants. Au total, les tests empiriques en économie contribuent moins, on en conviendra, à disqualifier quelque théorie que ce soit qu'à permettre aux travaux les plus opposés (qu'ils soient d'inspiration néo-classique, néo-libérale, néo-ricardienne ou néo-marxiste) de trouver cette sorte de réconfort empirique qui leur permet de prétendre à la scientificité. Dans une telle conjoncture, les théories néo-libérales ne risquent guère d'être sérieusement ébranlées par les diverses critiques qui mettent en cause leur portée empirique <sup>12</sup>.

<sup>11</sup> J. ROBINSON, *An Essay on Marxian Economics*, Londres, Macmillan et New York, St Martin's Press, 1967, pp. 2, 77 et 95.

<sup>12</sup> Ce n'est pas dire toutefois qu'il faille accepter comme telle la conception « instrumentaliste » (consacrée par une célèbre contribution de Friedman datant de 1953) que les économistes invoquent généralement pour repousser toute critique portant sur le caractère « irréaliste » de leurs postulats. Bien qu'elle ait eu le mérite de déloger un réalisme trop primaire, cette conception demeure très insatisfaisante et devrait faire place à une conception beaucoup plus conforme

3) Les adversaires du néo-libéralisme ne se sont toutefois pas contentés de ces critiques d'ordre général. Ils ont aussi cherché à évaluer les analyses néo-libérales de manière interne, à l'aide de critères à la lumière desquels pouvait être remise en question leur rigueur formelle. C'est ce dont la contribution de Lucien Gillard au recueil *L'économie fiction* offre un parfait exemple. Dans un texte riche, mais assez touffu, qui illustre au demeurant plusieurs des catégories d'arguments qui sont examinées ici, Gillard, qui se garde par-dessus tout de donner dans l'humanisme, entend surtout mettre en relief les insuffisances formelles des analyses des « nouveaux économistes ». Sur ce plan, c'est, tout particulièrement, au niveau des conditions d'existence et d'unicité des équilibres invoqués, là où la pensée néo-classique a si souvent achoppé, que les limites de l'analyse seront le plus systématiquement mises en évidence. Par ce biais, se trouveront portées à l'avant-plan d'incontournables externalités et diverses formes d'interdépendances que les économistes néo-libéraux ont trop facilement tendance à mettre en veilleuse <sup>13</sup>. Des difficultés encore plus fondamentales, en un sens, n'ont pas manqué d'être signalées au niveau même où s'effectue la mesure des entités de nature souvent psychique que ces économistes ont introduites pour rendre compte du comportement humain. Vu leur manque d'homogénéité ou leur douteuse séparabilité, ces entités sont souvent mesurées de façon incohérente ou artificielle, ce qui, comme le montre bien Gillard, pose de sérieux problèmes, surtout quand il est question de les agréger <sup>14</sup>.

Du point de vue des économistes néo-libéraux, ces objections sont sans doute les plus troublantes et il faut savoir gré à quelques critiques de gauche d'en avoir souligné l'importance. Elles s'inspirent cependant d'une sorte de purisme méthodologique que refusent souvent d'endos-

---

aux exigences d'une démarche véritablement scientifique. Voir à ce sujet, M. LAGUEUX, *L'instrumentalisme de Milton Friedman : limites et ambiguïtés*, Cahiers d'épistémologie, no. 8307, Montréal, UQAM, 1983.

<sup>13</sup> Voir L. GILLARD, « La nouvelle théorie du consommateur », en particulier, partie II, in ANDREFF et autres, *L'économie fiction, contre les nouveaux économistes*, op. cit., 1982.

<sup>14</sup> L. GILLARD, *ibid*, pp. 174-181 ; voir aussi pp. 78-79, in S. BOWLES et H. GINTIS, « The Problem with Human Capital Theory. A Marxian Critique », *American Economic Journal*, 65, mai 1975, pp. 74-82.

ser ceux pour qui une théorie éclairante, mais insatisfaisante à divers égards, vaut mieux que l'absence de théorie, surtout quand la théorie incriminée semble néanmoins pouvoir s'appliquer à toute une gamme de phénomènes. Il ne saurait être question ici de donner inconditionnellement raison aux partisans de cette dernière attitude, car elle peut aisément servir de prétexte à un laxisme qui aurait tôt fait de chasser toute rigueur d'une pensée prétendument scientifique. Il faut cependant reconnaître que le purisme héroïque de ceux qui seraient prêts à rejeter toute théorie qui ne parvient pas à satisfaire les attentes qu'elle engendre se paie normalement par un agnosticisme théorique assez paralysant que les critiques de gauche sont rarement prêts à assumer. Le problème posé par ce théoricisme radical est loin, en effet, de n'être que « théorique » ; il n'a pas manqué, par exemple, de diviser une bonne part des économistes de gauche en France quand, aux exigences théoriques impitoyables que mettaient de l'avant Benetti et Cartelier, on a opposé plus ou moins explicitement le danger de voir la théorie marxiste déboucher elle-même sur un cul-de-sac plutôt démobilisant. A qui voudrait faire observer là-dessus qu'on peut souligner les carences d'une théorie sans la rejeter pour autant et qu'il n'y a donc pas lieu de passer si vite aux conclusions extrêmes, il faudrait demander ce qui distingue alors *critique* d'une théorie et contribution à une théorie. Quand, en effet, ils se contentent de mettre en relief les limites de la théorie de l'équilibre général, les théoriciens néo-classiques estiment contribuer par là à son avancement. Les critiques de cette théorie sont ceux qui recommandent de la *rejeter* pour cette raison ; tout le problème est de savoir comment, tout en adoptant les critères auxquels ils recourent alors, ils peuvent échapper à l'agnosticisme en matière de théorie économique.

Dans ce contexte, on s'étonnera moins de ce que ces objections pourtant bien fondées ne soient guère parvenues à ébranler la théorie maintenant dominante : elles ne sont pas accompagnées d'une théorie de remplacement qui permettrait d'expliquer les mêmes phénomènes de façon plus satisfaisante. La critique cambridgienne elle-même, qui proposait pourtant de substituer à l'économie néo-classique une autre théorie d'inspiration néo-ricardienne, n'est pas parvenue vraiment à disqualifier la théorie dominante, parce que la théorie proposée, limitée par ses propres exigences théoriques, n'a pu donner lieu à un programme de recherches empiriques bien impressionnant et a favorisé

une attitude scientifique peu propice à l'établissement décisif de conclusions claires en matière de politique économique <sup>15</sup>. Les critiques de gauche des théories néo-libérales ne pouvaient espérer davantage d'autant plus qu'ils risquaient toujours ou bien de se faire reprocher de se montrer moins exigeants pour leur propres thèses ou bien de sombrer dans un agnosticisme désespérant. Comme Engels et Lénine, qui toléraient mal les « agnostiques » incapables de se ranger dans les camps de l'idéalisme ou du matérialisme, ceux qui comptent sur la science pour guider l'action politique aiment bien pouvoir disposer de solutions non équivoques et se montrent généralement impitoyables à l'égard de ces « théoriciens » que leur goût pour la rigueur rend trop scrupuleux à leurs yeux !

4) La quatrième catégorie d'objections formulées contre l'économie néo-libérale s'apparente à la précédente dans la mesure où elle constitue également une critique fondamentale de cette entreprise. Elle s'en distingue cependant par le caractère plutôt philosophique de l'argumentation. Comme l'analyse néo-libérale s'inspire explicitement d'une philosophie résolument individualiste, c'est autour du couple individu-société (et subsidiairement autour du couple privé-public) qu'allait être reprise, à son endroit, la critique des « robinsonnades » de « l'économie bourgeoise », dont Marx lui-même avait fourni le modèle avec son éloquence habituelle <sup>16</sup>. Comment une analyse d'un phénomène social qui se fonde *sur l'individu* peut-elle « penser la socialisation » ? À cette question insistante des économistes de gauche, les économistes néo-libéraux sont d'autant moins enclins à apporter une réponse qu'ils semblent avoir du mal à percevoir le sens et la portée de la question. Il ne fait pas de doute que le problème posé est fondamental ; il faut reconnaître cependant qu'il est difficile d'y voir clair parce qu'on a affaire à une question essentiellement philosophique - qu'on ne peut donc éclairer à l'aide des instruments conventionnels des économistes - qui n'a toutefois pas donné lieu à une réflexion bien élaborée ni de la part des philosophes traditionnels ni de ceux qui analysent la science contemporaine.

---

<sup>15</sup> Voir M. BLAUG, *The Methodology of Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, pp. 204-208.

<sup>16</sup> K. MARX, *Le Capital*, livre 1, ch. 1, in *Oeuvres*, tome I, op. cit., pp. 610-611.

En quel sens, au juste, une science sociale qui prend appui sur l'individu se doit-elle, pour reprendre la formulation de Gillard, de « *penser le processus ... de la 'socialisation'* »<sup>17</sup> ? Nul ne saurait, il va sans dire, nier la nécessité, pour cette science sociale, de rendre compte d'une réalité sociale plutôt qu'individuelle ; mais les rapports de l'individu et de la société sont difficiles à préciser et l'interminable débat qui oppose, sur ce plan, philosophes « holistes » et « individualistes » est là pour en témoigner. On peut certes ne pas apprécier la façon assez cavalière qu'ont les économistes néo-libéraux de parler de « société » dès qu'ils regroupent par simple agrégation les résultats des actions de plusieurs individus ou dès qu'ils font réagir ces individus entre eux. Toutefois, cela prouve simplement que leur conception *philosophique* du fait social est beaucoup moins raffinée que celle de leurs critiques ; or, de cela, ils ne disconvieraient peut-être pas et on peut même parier que, mis en face de cette évidence, ils se contenteraient de faire montre de l'agacement que la plupart de ceux qui prétendent faire oeuvre scientifique affichent à l'égard des questions « purement philosophiques ».

Hayek, celui, parmi les économistes libéraux, qui a probablement contribué le plus à renouveler l'analyse de questions de cet ordre, a mis l'accent, pour sa part, sur une théorie philosophique franchement individualiste qui emprunte des voies toutes différentes pour remettre en cause la possibilité même de fonder consciemment le social<sup>18</sup>. Il ne s'agit pas ici de suggérer que ces réflexions de Hayek répondent de façon satisfaisante à la question posée par la critique « philosophique » du néo-libéralisme, puisqu'il est loin d'être sûr qu'on ait affaire à la même question. Il s'agit plutôt de rappeler que les arguments suscités, de part et d'autre, par ce type de débats philosophiques ne risquent guère - et d'autant moins qu'ils s'alimentent à des concepts et à des méthodologies encore sauvages et mal disciplinés - d'aboutir à des conclusions susceptibles de convaincre ou même d'inquiéter ceux qui se croient légitimés de s'en tenir à de présumés résultats scientifi-

<sup>17</sup> L. GILLARD, op. cit., p. 174.

<sup>18</sup> F. von HAYEK, « Individualism : True and False », in C. NISHIYAMA et K.R. LEUBE (sous la direction de), *The Essence of Hayek*, Stanford, Hoover Institution Press, en particulier section III.

ques, en contournant tout bonnement les questions de caractère trop spéculatif.

5) Avec la dernière catégorie d'arguments opposés au néo-libéralisme, les critiques de gauche se retrouveront sur un terrain particulièrement familier ; cette catégorie regroupe en effet les arguments qui relèvent de la critique des idéologies. Ce qui a rendu si redoutable cette critique des idéologies ou, si l'on préfère, cette critique des conceptions du monde et de la société que partagent les membres d'un groupe social, c'est qu'elle peut littéralement miner la bonne conscience qui soutient l'assurance intellectuelle de ceux qui trouvent dans ces conceptions du monde une sorte d'auto-justification. On comprend alors quel coup on portait à la bourgeoisie capitaliste quand, dans le sillage des analyses de Marx, on s'est mis, en faisant ressortir les subtiles ramifications des intérêts objectifs de cette classe, à mettre en question la prétendue neutralité de la « science officielle » sur la laquelle elle tendait à prendre appui au nom d'une conception surannée du progrès et de la raison.

Les économistes néo-libéraux ayant fréquemment insisté sur le caractère scientifique, et partant politiquement neutre, de leur entreprise intellectuelle, leurs adversaires se sont donc employés à en mettre en relief les dimensions idéologiques. Illustrons par un exemple comment on s'efforce de dénoncer l'idéologie des économistes néo-libéraux. Dans un article consacré à discuter la théorie du capital humain, Bowles et Gintis reprochent à cette théorie de contribuer à l'élimination pure et simple du concept de « classe » de l'analyse économique <sup>19</sup>. Ces auteurs illustrent leur thèse en soulignant qu'à force d'être présentés comme *détenteurs* d'un capital humain, les ouvriers ont tôt fait d'être perçus comme autant de capitalistes <sup>20</sup>. Les auteurs qui sont convaincus que cette théorie est une bien « pauvre science », en concluent qu'elle constitue cependant une « bonne idéologie favorable à la défense du statu quo » <sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> S. BOWLES et H. GINTIS, op. cit., p. 74.

<sup>20</sup> Ibid., p. 79.

<sup>21</sup> Ibid., p. 82.

Mais, peut-on se demander, si les adeptes de la théorie du capital humain voient dans cette élimination de la division en classes une rectification pleinement justifiée de l'analyse des rapports sociaux, pourquoi seraient-ils troublés par une telle critique ? C'est qu'il est, en même temps, suggéré que, en associant subrepticement les ouvriers aux capitalistes, cette théorie masque les raisons que les premiers auraient de se révolter. Plus insidieusement, c'est qu'il est suggéré que l'enthousiasme que cette théorie suscite auprès de certains groupes tient largement au fait qu'elle sert leurs intérêts en favorisant le statu quo - d'où son succès comme idéologie - et qu'il n'y a donc pas lieu d'être dupe d'un tel succès. C'est ainsi que, paradoxalement, cette critique des idéologies postule, en dernier ressort, la façon de voir qui est à la base de la théorie qu'elle conteste et qui veut que l'ensemble des comportements humains, y compris ceux qui déterminent l'adhésion à telle ou telle théorie, soient guidés par un calcul intéressé.

On touche là sans doute la raison qui fait que, quand elle s'adresse aux « nouveaux économistes », la critique des idéologies n'a plus l'impact qu'elle avait jadis. Marx, qui cherchait partout à rendre compte des idées par les intérêts objectifs, avait beau jeu à taxer ses adversaires de « sycophantes du capitalisme » ; la suspicion qu'il jetait par là sur la pureté des théories ainsi dénoncées pouvait être fatale à celles-ci. Mais dans le débat entre les « nouveaux économistes » et les économistes de gauche, ce sont les premiers, on l'a vu, qui, sur ce plan, adoptent plus volontiers une position comparable à celle de Marx. Les plus avisés d'entre eux n'ont d'ailleurs pas manqué d'en tirer parti. C'est ainsi que George Stigler n'hésite pas à analyser les forces qui sont à l'œuvre sur le « marché des idées » et, tout en rappelant qu'en ces matières un revenu peut prendre la forme de prestige ou d'influence accrus <sup>22</sup>, à observer crûment que les intellectuels ont naturellement tendance à « cultiver celles de leurs idées qui trouvent un marché » <sup>23</sup>. On voit mal, dans ce contexte, comment les théoriciens du capital humain qui partagent de telles vues seraient troublés outre mesure par la suggestion de Bowles et Gintis voulant que s'ils ont cultivé leur théorie plutôt qu'une autre socialement plus dangereuse,

---

<sup>22</sup> G.J. STIGLER, *The Economist as Preacher*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 34.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 33.

c'est, en partie, qu'ils n'étaient pas insensibles à l'attrait qu'elle devait potentiellement exercer sur tous ces lecteurs bourgeois dont la bonne conscience ne pouvait être que rassurée par la perspective d'une pseudo-promotion des ouvriers au rang de capitalistes. Retournant d'ailleurs l'argument contre leurs adversaires, Stigler et Friedman ne ratent pas une occasion de faire observer que, si l'idée d'un accroissement des pouvoirs de l'État trouve tant d'adeptes chez les intellectuels de gauche, c'est en bonne part, que ceux-ci ont trouvé dans l'État une source privilégiée de revenu et « influence.

Si, par contre, on la dissocie de ces enquêtes un peu mesquines qui font le jeu de l'adversaire en ramenant les idées elles-mêmes à un comportement intéressé, la critique des idéologies s'en trouve passablement émasculée. Dire, en effet, qu'une théorie présente le travailleur comme s'il était un capitaliste, sans ajouter qu'une telle théorie sert les *intérêts* d'un groupe social donné (intérêts compris en termes de revenu, de prestige, d'influence ou même de satisfaction psychique), c'est se contenter sans plus de décrire un aspect particulier de la dite théorie. N'en doutons point, ceux qui manient la critique des idéologies ne risquent guère de s'en tenir à ce fade exercice ; mais l'important ici était de souligner que la perte, par la gauche, de l'espèce de monopole qu'elle exerçait jadis sur la critique (scientifique) des motivations (idéologiques) qui animent les entreprises théoriques témoigne éloquemment du cul-de-sac dans lequel elle semble s'être engagée dans sa lutte contre l'idéologie néo-libérale. Ce sont les causes plus générales de cette situation qui semble paralyser toute critique de gauche qu'il s'agit maintenant de dégager.

### 3. Quelques conceptions à réviser

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue de leur contenu, ces diverses objections formulées contre les analyses néo-libérales ont assez peu en commun, mais elles s'inscrivent toutes dans un même débat qui se poursuit depuis des décennies et qui a pour toile de fond une certaine conception de la science et de l'idéologie. Par delà l'intention explicite des auteurs qui y

participent, l'enjeu essentiel de ce débat est clairement mis en lumière par les questions qui le soutiennent et qui sont souvent du type : « y a-t-il lieu de reconnaître à ces analyses la moindre valeur scientifique ? », « ces théories ne sont-elles pas plutôt de caractère purement idéologique ? ». Aussi paraît-il raisonnable de penser que, si elle ne tient pas vraiment à leur contenu propre, la relative inefficacité des objections servies au néo-libéralisme pourrait tenir à leur inscription dans ce contexte plus large. C'est, en tout cas, cette hypothèse que je voudrais maintenant discuter, en commençant par examiner les concepts de « science » et « idéologie ».

En première approximation, on peut définir une *idéologie* comme une manière de voir les choses dans laquelle un groupe social trouve la justification de ses options socio-politiques. Cette définition, il faut en convenir, n'a rien de bien neuf et elle pourrait, sans trop de mal, être acceptée par les parties les plus opposées dans les débats qui sont en cause ici ; mais, à l'instar de bien des définitions, elle ne prend un sens précis que par la façon dont elle s'oppose aux définitions d'un certain nombre d'autres concepts. Aussi, est-il assez compréhensible que, vu le caractère peu objectif et forcément intéressé d'une justification, on ait souvent été tenté de mettre en relief les traits essentiels de l'idéologie en l'opposant au paradigme du discours objectif et désintéressé que la science est censée incarner.

C'est pourtant là, à mon sens, une erreur majeure qu'entretiennent assez systématiquement ceux qui espèrent par là garantir une sorte de privilège d'exclusivité au discours scientifique dont ils se font les promoteurs <sup>24</sup>. Marx a été séduit, à l'occasion, par les vertus polémiques d'une telle opposition, mais, au cours des années 1960, c'est Louis Althusser qui en a fait le cheval de bataille grâce auquel les *idéologies bourgeoises* se voyaient discréditées du seul fait de leur confrontation à la science *marxiste*. On ne s'étonnera pas que Henri Lepage ait cru devoir récupérer, pour le bénéfice du néo-libéralisme, cette même façon d'opposer l'idéologie à la science, sans manquer - à la manière, cette fois, des économistes radicaux des années 1960 et

---

<sup>24</sup> Voir à ce sujet M. LAGUEUX, « L'usage abusif du rapport science/ idéologie », in *Culture et langage*, Montréal, Hurtubise HMH, 1973 et les textes cités à la note 26 ci-dessous.

1970 - d'appuyer son interprétation sur un usage assez douteux du concept kuhnien de « paradigme » <sup>25</sup>.

Or, malgré les avantages temporaires qu'elle procure à ceux qui en tirent un parti polémique, cette conception de l'idéologie est dépourvue de tout intérêt théorique, parce que, si, à seule fin de garantir la pureté du discours scientifique, on réduit l'idéologie à n'être que ce contre quoi la science s'affirme, on transforme un concept original et indispensable en un moyen banal et superflu d'évoquer, sans plus, l'univers des opinions et des préjugés pré-scientifiques. Si le discours idéologique a vraiment une fonction autojustificatrice, il doit se faire hautement crédible et, pour cela, prendre appui sur les plus *crédibles* des discours qu'il ne manquera pas alors d'infiltrer de part en part. C'est ainsi que, dans certains contextes, le discours religieux a exercé une autorité telle qu'il a pu fonctionner comme une idéologie efficace, à notre époque, le discours scientifique s'impose avec plus d'autorité et constitue, par ce fait même, un terrain encore plus favorable au développement d'une idéologie. Le fait qu'un discours soit scientifique ne l'empêche donc pas, bien au contraire, d'exercer une *fonction idéologique*, c'est-à-dire de rassurer, par des voies légitimes ou pas, les membres d'une collectivité sur le bien-fondé de leurs options <sup>26</sup>.

Avant d'examiner les conséquences de cette façon de voir, il faut préciser, à son tour, la notion de « science ». Il ne sera heureusement pas nécessaire d'en fixer les contours avec une très grande netteté, puisque, dans la mesure où on renonce à faire de l'idéologie une sorte d'antithèse de la science, il n'est plus nécessaire de s'assurer que science et idéologie se trouvent précisément démarquées. Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que ce qu'il s'agit de dégager ici ce sont des critères qui permettent de qualifier de « scientifique » une contribution en sciences sociales. Il est certain que si on retenait, de

---

<sup>25</sup> H. LEPAGE, *Demain le capitalisme*, Paris, Librairie générale française, 1978, pp. 193-194.

<sup>26</sup> Voir sur cette question M. LAGUEUX, *Le marxisme des années soixante*, op. cit., pp. 45-50 et M. LAGUEUX, « Ces idéologies qui faisaient parler les choses », pp. 293-309, in J. DUFRESNE et J. JACQUES, *Crise et leadership*, Montréal, Boréal Express, 1983. Voir également les pages 12 à 26 de J. ATTALI et M. GUILLAUME, op. cit.

façon très restrictive, les critères de scientificité plutôt sévères que divers philosophes des sciences ont établi à la lumière du développement de la physique moderne, on pourrait se montrer assez sceptiques à l'égard du caractère scientifique de contributions comme celles de Friedman ou de Becker. Il est douteux cependant que, face à de tels critères, les contributions économiques les mieux accréditées aux yeux de la gauche, qu'elles soient ou non d'inspiration marxiste, fassent meilleure figure ; à ce compte là, ce serait les sciences sociales prises dans leur ensemble qui, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de discuter ici, ne seraient guère à la hauteur.

Il paraît toutefois plus convenable ici de donner au mot « science » un sens moins restrictif et de désigner par là une activité intellectuelle de caractère *systematique*, qui parvient à rendre des phénomènes observés plus *intelligibles*, qui respecte des règles de *cohérence* et de *rigueur* aussi strictes que possible et dont les conclusions sont volontiers confrontées à des tests dont les résultats sont *significatifs* faute d'être vraiment concluants et surtout volontiers soumises au jugement *critique* de la communauté de ceux qui pratiquent cette activité. Cette description de la science demeure certes un peu floue, mais elle suffit à caractériser ce qui confère crédibilité aux travaux des meilleurs historiens, des meilleurs sociologues et des meilleurs économistes et à les distinguer tant des écrits des astrologues que de ceux des journalistes les plus respectables. C'est manifestement en évoquant une définition de ce genre que l'on a pu parler de sciences sociales et reconnaître aux travaux de Marx comme à ceux de certains marxistes contemporains la qualité de contributions importantes pour le développement de la réflexion scientifique à leur époque. Or, il est difficile de contester que, jugés à l'aune des critères véhiculés par cette définition, les meilleurs travaux des économistes associés au courant néo-libéral actuel méritent bien d'être qualifiés de « scientifiques ».

Aussi est-ce bien en vain que nombre de critiques de gauche se sont employés à contester la scientificité de ces travaux plutôt qu'à en dénoncer les conséquences idéologiques. On peut certes comprendre que plusieurs ont pu être séduits par la perspective de neutraliser une idéologie de droite en minant autant que faire se peut la crédibilité de l'analyse sur laquelle elle prenait appui. Pourtant, une telle entreprise paraît bien superflue si la science n'a pas à être perçue comme une

quelconque garantie contre l'idéologie et fort mal inspirée si les prétentions de cette analyse à la scientificité sont beaucoup mieux fondées que les conclusions idéologiques qu'elle alimente. Le marxisme, par exemple, a pu mettre en oeuvre une méthodologie originale pour rendre compte de mécanismes inconscients qui transforment de l'intérieur les sociétés et c'est pour cela qu'il faut y voir une importante contribution scientifique du XIX<sup>ème</sup> siècle à l'analyse socio-historique. Pourtant, il devenait, par là même un instrument idéologique puissant qui a pu soutenir tous les mouvements socialistes révolutionnaires *quels que soient leurs rapports à son analyse proprement scientifique* <sup>27</sup>. Inversement, si une idéologie néo-libérale (quoi que les économistes néo-libéraux puissent penser de cette expression qui manifestement les agace) marque si fortement ceux chez qui elle nourrit une confiance irréfléchie dans les vertus du marché, c'est qu'elle a pu prendre appui dans une réflexion scientifique qui ne justifie sans doute pas une telle confiance mais dont on ne gagne rien à nier l'existence.

Une idéologie de droite est donc parvenue, depuis la fin des années 1970, à occuper un terrain analogue à celui qu'une idéologie de gauche, d'inspiration plus ou moins marxiste, paraissait tenir fermement au cours des années 1960. Si la conception de l'idéologie proposée ci-dessus est correcte, il se pourrait bien que ce déplacement idéologique s'explique parce que, à la faveur de circonstances variées, un discours scientifique porteur d'une idéologie de droite (le néo-libéralisme) a élargi sa crédibilité aux dépens d'un discours scientifique porteur d'une idéologie de gauche (le marxisme).

Une telle façon de présenter les choses, je n'en suis que trop conscient, aura fait bondir bien des lecteurs tant à gauche qu'à droite. C'est en des termes analogues que les uns et les autres réclameront plus d'égards pour ce qu'ils estiment être un authentique discours scientifique qui ne devrait pas être ainsi rapproché d'une idéologie dont on ne peut que se méfier. Gagnés depuis longtemps à l'idée rassurante d'une « mort des idéologies » et enthousiasmés par les succès récents de l'analyse économique néo-libérale, les économistes de droite accepte-

---

<sup>27</sup> Voir à ce sujet, M. LAGUEUX, *Le marxisme des années soixante*, op. cit., pp. 278-286.

ront mal de voir cette dernière associée à nouveau à une idéologie ; ils craindront, en outre, que le caractère scientifique concédé à l'analyse marxiste ne confère aux thèses socialistes une crédibilité non-méritée, au moment précis où on commence enfin à ne plus en être dupe. À gauche, on se résignera peut-être, d'assez mauvaise grâce, à admettre qu'il y a une idéologie marxiste, mais on se montrera généralement intraitable à propos du caractère scientifique de l'économie néo-libérale, tant il paraîtra aller de soi que reconnaître à cette dernière une telle qualité équivaldrait à cautionner les détestables usages idéologiques qu'on a pu en faire.

Avant d'essayer de montrer que cette dernière crainte n'est pas fondée, je voudrais m'interroger sur les raisons profondes de sa persistance. Elles me paraissent tenir largement à ce que, plus ou moins consciemment, on continue, en sciences sociales, de concevoir la science et ses applications selon un modèle plutôt mythique qui a pris forme au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Pour les héritiers du siècle des lumières, indignés de la façon dont les conceptions sociales traditionnelles favorisaient les abus du pouvoir despotique et émerveillés par les applications bénéfiques qu'on pouvait déjà attendre de la mécanique newtonienne, l'idée d'une étude scientifique des phénomènes sociaux était indissolublement liée à celle de son *application* éventuelle à la construction d'une société conforme à l'idéal de justice qui s'imposaient de plus en plus aux meilleurs esprits. Pour Condorcet déjà, puis pour Saint-Simon encore plus clairement, une science allait bientôt permettre de *guider* la société selon des règles aussi susceptibles de faire l'unanimité que celles que les ingénieurs commençaient à dériver de la physique de Newton. Marx, il est vrai, était loin de partager la vision naïve de Saint-Simon, mais il n'en était pas moins convaincu que la science - qu'il opposait volontiers à cette philosophie purement spéculative qu'il appelait volontiers « idéologie » - devrait permettre de dégager les structures mêmes des sociétés historiques et, partant, d'orienter sur une voie rationnelle les architectes de la société future <sup>28</sup>. Toute la tradition marxiste, par la suite, a vécu de la conviction que le marxisme est une science et que ce seul fait permet d'espérer qu'on peut en dégager des principes qui permettront d'orienter la

---

<sup>28</sup> Voir à ce sujet la section 1 de M. LAGUEUX, « Grandeur et misère du socialisme scientifique », in *Philosophiques*, X, octobre 1983, pp. 316-340.

société sur une voie rationnelle, un peu à la façon dont les sciences physiques ont permis à la plupart des arts mécaniques de connaître un développement marqué par la rationalité.

Or, quoi qu'il en soit de la valeur scientifique de l'analyse marxiste, toutes ces conceptions reposaient sur une immense équivoque. Si les sciences sociales influencent effectivement l'orientation des sociétés humaines, c'est, avant tout, *dans la mesure où elles exercent un puissant impact idéologique*, que Marx, l'un des tout premiers, avait aperçu, sans toutefois généraliser la portée d'une découverte qui aurait pu permettre d'expliquer l'impact exceptionnel de ses propres contributions. Il paraît évident, en effet, que si le marxisme a exercé l'influence que l'on sait, ce n'est nullement parce que l'on a pu tirer quelque application efficace de ses analyses, mais parce que, depuis sa diffusion, il a apporté aux socialistes révolutionnaires le soutien décisif que l'autorité d'une science procure à ceux qui cherchent à justifier une action audacieuse dont les conséquences imprévisibles et inquiétantes pourraient, sans un tel appui, devenir paralysantes. De même, il ne fait guère de doute que les modestes et incertaines applications dont pourrait se glorifier le monétarisme contemporain sont peu de choses à côté du soutien puissant que cette théorie, dans la mesure où elle retrouvait une certaine crédibilité, pouvait apporter à ceux qui n'avaient qu'à l'interpréter de manière à assurer une respectabilité suffisante à des politiques qu'autrement il aurait été beaucoup plus difficile de faire accepter. En somme, les régimes politiques doivent aux analyses de « leurs » économistes infiniment plus que de timides applications techniques : ils leur doivent, de plus en plus, leur légitimité. Relativement peu utilisées, par rapport aux sciences physiques, quand il s'agissait d'apporter une solution à des problèmes techniques, les sciences sociales ont constamment été réquisitionnées depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle quand il s'est agi d'établir un choix de société.

Or, dans le sillage de Saint-Simon, on a souvent tendance à confondre les modestes applications des sciences sociales et le puissant soutien *idéologique* qui seul peut répondre aux attentes démesurées qu'on entretient à leur égard. Ainsi, des cinq définitions de l'idéologie qu'examine successivement Wolfelsperger dans sa contribution à *L'économie retrouvée*, une seule, la troisième, paraît rejoindre la conception proposée ici. Serait idéologique, selon cette définition,

« *ce qui, sans être faux ni superficiel dans une science, peut être mis au service d'une cause politique et sociale déterminée* »<sup>29</sup>. Or, au moment de discuter cette définition, l'auteur l'interprète spontanément en termes de « recettes » plus ou moins « efficaces » que pourrait fournir la science économique<sup>30</sup>. Qui ne voit pourtant que les quelques recettes que propose la théorie économique devraient, comme toutes les applications scientifiques, se distinguer par deux traits essentiels des idéologies qui prennent appui sur la science ? Elles devraient, d'une part, être neutres, en ce sens qu'un régime de gauche pourrait en tirer parti tout aussi bien qu'un régime de droite et, d'autre part, constituer, en principe, une sorte de *test* indirect des théories dont elles découlent, en ce sens que leur échec éventuel, s'il ne s'expliquait pas par des raisons contingentes, rejaillirait normalement sur l'analyse qui avait prédit leur succès. À l'inverse, les idéologies, par définition, ne sont jamais neutres et rien n'autorise à voir dans leur succès ou dans leur échec le moindre test de la science dont elles s'alimentent.

On comprend alors que, dans la mesure où ils traitent les idéologies comme si elles constituaient des *applications* de la science dont elles tirent parti, ceux pour qui les enjeux politiques de gauche (ou de droite) importent avant tout sont amenés à rejeter le caractère scientifique des contributions dont le destin leur paraît, à tort, lié à celui des idéologies de droite (ou de gauche) qu'ils dénoncent. Il va sans dire que si l'on s'obstine à voir dans un processus idéologique d'autolégitimation sociale une sorte de *conséquence* de l'application des principes d'une science, on peut difficilement rejeter une telle conséquence sans rejeter, du même souffle, la prétendue science dont elle semble dériver.

Si, par contre, on reconnaît crûment la façon dont l'idéologie investit les moindres conclusions des sciences sociales pour les mettre au service d'un projet de société, il devient possible de reconnaître la valeur scientifique éventuelle des travaux qui ont été ainsi pervertis. L'analyse du fonctionnement d'un marché, par exemple, ne devrait

---

<sup>29</sup> A. WOLFELSPERGER, « Le contenu idéologique de la science économique », pp. 11-51, in J.-J. ROSA et F. AFTALION, *L'économique retrouvée*, op. cit., p. 15.

<sup>30</sup> Ibid., pp. 30-31.

pas, en principe, être plus troublante pour un socialiste que pour un capitaliste <sup>31</sup>. On voit mal, en effet, pourquoi les valeurs défendues par la gauche devraient être heurtées le moins par le fait que, moyennant de nombreuses conditions, les producteurs membres d'une société puissent répondre adéquatement à la demande effective de cette société si chacun de ses membres se laisse guider par l'intérêt qu'il trouve à satisfaire directement la demande des membres avec lesquels il fait affaire. Sur ce plan, il en va un peu d'un mécanisme de marché comme d'un mode de scrutin dont les qualités et les défauts se font sentir tout autant dans l'élection du secrétaire d'un parti socialiste que dans celle d'un président de compagnie.

Pourtant, il y a quelque chose d'un peu artificiel à parler ainsi du marché comme d'un instrument purement technique, tant on se convainc mal de sa « neutralité ». Si les marchés sont des instruments qui permettent, dans certaines conditions, d'atteindre efficacement certains objectifs, il convient, semble-t-il, d'adopter à leur endroit une politique de laissez-faire qui, il faut le reconnaître, laisse surtout le champ libre qu'elles réclament aux classes possédantes désireuses de tirer parti d'une telle situation. Ce subtil glissement illustre bien la façon fort rentable dont l'idéologie libérale s'empare littéralement de l'analyse économique des marchés pour la transformer en suggestion politique. Même si cela ne signifie pas qu'elle valide les mécanismes idéologiques qui se nourrissent d'elle, la science n'est pas rigoureusement neutre en ce sens que toutes les conclusions scientifiques ne sont pas aptes à servir indifféremment toutes les causes idéologiques.

Or, ce qu'il importe de bien voir ici, c'est qu'il ne saurait être question de séparer cette idéologie perverse de la science qu'elle habite. Illustrons davantage la chose à l'aide d'un exemple. Il est de la plus grande importance pour l'efficacité idéologique d'une science que celle-ci recoure à un langage mathématique suffisamment impressionnant pour commander le respect. Nul ne doute que le formalisme mathématique constitue un instrument sans lequel la science n'aurait pu se développer comme elle l'a fait, mais il faudrait être bien naïf pour

---

<sup>31</sup> Voir à ce sujet la thèse célèbre d'Oscar Lange, in O. LANGE et F.M. TAYLOR, *On the Economic Theory of Socialism*, New York, McGrawHill, 1964.

en conclure que le recours massif aux mathématiques ne s'explique que par des exigences internes à la science. Aussi, bien malin serait celui qui pourrait faire le partage, dans une contribution scientifique, entre un usage légitime des mathématiques et un usage ostentatoire et idéologique de cet instrument. On le comprendra mieux peut-être à la lumière d'un texte de Donald McCloskey qui vise, dans un contexte très différent, il est vrai, à mettre en évidence le caractère « rhétorique » d'un passage des *Foundations of Economic Analysis* de Paul Samuelson :

*« K Samuelson's skill at mathematics in the eyes of his readers, an impression nurtured at every turn, is itself an important and persuasive argument. He presents himself as an authority, with good reason. That the mathematics is so often pointless, as here, is beside the point. Being able to do such a difficult thing (so it would have seemed to the typical economist reading in 1947) is warrant of expertise. The argument is similar in force to that of a classical education conspicuously displayed. To read Latin like one's mother tongue and Greek like one's aunt's tongue is extremely difficult, requiring application well beyond the ordinary ; therefore - or so it seemed to Englishmen around 1900 - men who have acquired such a skill should have charge of a great empire. Likewise - or so it seemed to economists around 1983 - those who have acquired a skill at partitioned matrices and eigenvalues should have charge of a great economy. The argument is not absurd or a 'fallacy' or "mere rhetoric". Virtuosity is some evidence of virtue. »* <sup>32</sup>.

Même si ce n'était pas la visée essentielle de son auteur, cet hommage ambigu rendu à la virtuosité mathématique met à nu l'un des principaux processus par lesquels l'idéologie met la science à son service. Quel que soit l'intérêt scientifique du travail des économistes, c'est souvent le gage de respectabilité mathématique dont il se pare, beaucoup plus que sa contribution à l'intelligibilité des faits proprement économiques, qui contribue à en faire un instrument essentiel au bon fonctionnement d'une société qui y trouve surtout la caution sans laquelle sa stabilité serait moins assurée. Plusieurs économistes mar-

---

<sup>32</sup> D. McCLOSKEY, « The Rhetoric of Economics », *Journal of Economic Literature*, vol. XXI, no. 2, Juin 1983, p. 500 (les italiques sont ajoutés).

xistes, au cours des années 1960-1970 en particulier, se sont également montrés sensibles aux vertus étonnantes du maniement ostentatoire des eigenvalues, mais la conjoncture est telle qu'au cours des années 1980, c'est le courant néo-libéral qui parvient le mieux à tirer parti des prouesses d'économistes rompus aux mathématiques supérieures et aussi des ressources nouvelles rendues possibles par le développement fulgurant de l'informatique. Quand une politique gouvernementale peut se réclamer d'un rapport hautement technique et informatisé par surcroît, l'opposition n'a qu'à s'incliner ! N'est-ce pas suffisant pour que l'idéologie que nourrit ainsi la science économique soit politiquement beaucoup plus précieuse que les timides et hypothétiques applications de cette discipline ?

Avant toutefois d'illustrer davantage le fonctionnement de l'idéologie néo-libérale qui occupe aujourd'hui l'avant-scène, il convient de voir comment, à la faveur de l'équivoque sur les rapports de la science et de l'idéologie dont il vient d'être question, la gauche a pu s'engager dans une voie sans issue. Demandons-nous d'abord ce que recouvrent plus précisément les termes « gauche » et « droite » qui, par commodité, ont pu être fréquemment employés ici sans trop de problèmes, dans la mesure où ils renvoient chacun à une orientation de pensée dont les adeptes respectifs veillent généralement à ne pas être confondus entre eux. Façonnées plus par leur opposition mutuelle que par autre chose, ces « orientations de pensée » ne sont pas de celles dont on peut fournir aisément une définition satisfaisante. Pour les fins de la présente discussion, on peut toutefois se contenter d'identifier les valeurs qui, depuis deux siècles, les ont respectivement polarisées. Dans le cas de la gauche, on ne risque guère de se tromper en se tournant vers la *justice sociale* qui semble pouvoir rallier ceux qui s'en réclament par delà leurs traditionnels désaccords au sujet du rôle de l'État. Il est cependant plus difficile d'en faire autant dans le cas de la droite. Les polémistes de gauche ont souvent tendance à définir leurs opposants comme les partisans du *statu quo*, mais, comme ils associent volontiers la droite à des courants variés (fascisme, anarcho-capitalisme, etc.) qui ont fort peu de respect pour le *statu quo*, on ne peut s'en tirer aussi facilement. On serait tenté, par souci de symétrie de suggérer que la droite est à la *liberté individuelle* ce que la gauche est à la justice sociale, mais l'usage bien ancré qui veut que non seulement le fascisme mais aussi le conservatisme le plus anti-libertaire

soient associés à la droite obligent à renoncer à la symétrie. Une telle asymétrie était du reste prévisible dans la mesure où, comme symbole de ralliement, « la droite », au cours de l'histoire, n'a pas été, à l'instar de « la gauche », l'objet d'une sorte de culte de la part de ses membres. Ayant été le plus souvent étiquetés « de droite » contre leur gré, ces derniers ont préféré vouer ce genre de culte les uns à la liberté individuelle, les autres aux valeurs du passé, les autres enfin aux valeurs associées à l'ordre et à l'autorité.

Cette asymétrie a sans doute contribué à faire de la justice sociale l'enjeu principal de l'affrontement de la gauche et de la droite, qui a assuré une sorte de continuité un peu artificielle au débats politiques des deux derniers siècles ; mais il se pourrait bien que, paradoxalement, cette situation privilégiée ait fini par nuire à la valeur qui se trouvait ainsi favorisée. À force, en effet, d'être immédiatement associée aux luttes historiques de la gauche, la cause de la justice sociale a fini par être identifiée à celle de la promotion des instruments - et je pense au premier chef à l'État - qui, à l'occasion de ces luttes, ont contribué le plus à la faire avancer. Pourquoi par exemple les promoteurs de gauche de la justice sociale devraient-ils toujours porter le poids de toutes les inefficacités et de toutes les maladroites qui sont associées aux processus bureaucratiques, alors que la gauche, à toutes les époques, a donné lieu à un anarchisme radical et à une critique virulente de l'État ? Pourquoi, par exemple, les lourdeurs des bureaucraties socialistes sont-elles si fréquemment opposées à Marx qui, dès 1843, dénonçait, avec une étonnante lucidité, les dangers alors insoupçonnés de la bureaucratie <sup>33</sup> ?

En un sens, la réponse à cette question est facile. C'est que la gauche, au cours de son histoire, a été amène à chercher dans l'État - peu importe ici que l'on pense à l'État socialiste, au *Welfare State*, au *New Deal* ou à la *Great Society* - le moyen privilégié de réaliser son idéal de justice sociale. Comment ses adeptes ne pouvaient-ils pas être tentés de se tourner vers ce qui paraît être une incarnation du social, quand il s'agissait pour eux de faire triompher des valeurs qui sont justement sociales ? Aussi, au moment où le libéralisme mène une cam-

---

<sup>33</sup> K. MARX, *Critique de la philosophie politique de Hegel*, pp. 863-1018, in *Oeuvres*, édition La Pléiade, tome III, Paris, Gallimard, 1982, pp. 918-923.

pagne décisive contre l'intervention gouvernementale, le premier réflexe dans la gauche est-il de se porter à la défense de ces institutions sociales qui ont pu si difficilement être mises sur pied. Par exemple, face aux dénonciations par Friedman, entre autres, des absurdités qu'occasionnent la multiplication des programmes sociaux, une réponse bien intentionnée, mais pas très convaincante en la circonstance, qui vient spontanément à l'esprit de ceux qui ont lutté pour l'établissement de ces programmes est celle qui propose de concéder encore plus de fonds à leurs administrateurs pour leur permettre de corriger ces carences. On peut toujours espérer qu'ils y parviendront, mais, dans ce contexte, la cause de la justice sociale se laisse confondre avec celle de l'État gigantesque, avec celle de la planification inefficace et avec celle de la réglementation tatillonne.

C'est dans ce contexte que, compte tenu de l'équivoque ici dénoncée sur les rapports de la science et de l'idéologie, les partisans de la gauche ont cru de leur devoir, d'abord, de neutraliser en quelque sorte les analyses scientifiques dont leurs adversaires en matière de justice sociale pouvaient idéologiquement tirer parti et, ensuite, de relever l'impossible défi de constituer de toute pièce une « science » dont on ne risquerait pas de pouvoir tirer des conséquences sociales jugées aberrantes <sup>34</sup>. Si, on refuse de faire place à la fonction idéologique de la science, on ne peut qu'attribuer à des applications de celle-ci l'usage répété qu'en font, par exemple, les gouvernants qui s'en réclament. Dès lors, le refus d'accepter les conséquences que l'on prétend tirer de cette science quand on l'« applique » à la gestion des sociétés oblige à remettre en cause la valeur scientifique de la dite science elle-même, un peu comme le refus d'accepter les conséquences dérivées de la biologie ou de la médecine concernant la nocivité du tabac équivaut, en principe, à une remise en cause plus ou moins radicale de la validité de

---

<sup>34</sup> L'expression « la science marxiste » que d'aucuns employaient volontiers au cours des années 1960, apparemment sans en percevoir le ridicule, montre bien sur quel cul-de-sac devait déboucher une telle attitude. Ceux qui, à droite, veillent avec une frénésie analogue à expurger « la science » des concepts, des méthodologies ou des questionnements dont pourrait tirer parti une idéologie de gauche sont victimes de la même illusion ; une conjoncture différente, toutefois, a pu dissuader les plus fanatiques d'entre eux de désigner du nom de « science libérale » ou de quelque nom aussi absurde la science a-idéologique que selon eux la « mort des idéologies » aurait rendu possible.

ces sciences elles-mêmes. Le rejet en bloc, que ce soit par un partisan de la gauche ou par un fumeur incorrigible, des analyses « scientifiques » et de leurs prétendues applications à un problème concret ne contribuerait d'ailleurs qu'à souder encore davantage ces deux dimensions et à accréditer le bien-fondé des secondes auprès de ceux qui reconnaissent quelque validité aux premières. Il en va tout autrement quand on reconnaît l'omniprésente réalité de l'infiltration idéologique de la science. Alors seulement, il devient possible de faire la place qui leur revient, par exemple, aux analyses « scientifiques » du marché, tout en dénonçant l'idéologie qui y prend racine. Mieux, c'est en reconnaissant pleinement la qualité de ces contributions que l'on peut espérer démasquer et reconnaître cette idéologie pour ce qu'elle est, soit non pas une analyse qui serait erronée, mais une réinterprétation subtile pour fin de justification sociale d'une analyse qui, en tant que telle, mérite bien l'intérêt qu'on lui porte. C'est à illustrer sommairement la chose, en prenant pour exemple le cas de l'idéologie néo-libérale, que seront consacrées les pages qui suivent.

## 4. Fonctionnement de l'idéologie néo-libérale

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agira donc pas ici de faire le procès du néo-libéralisme, mais plutôt de montrer, à l'aide de quelques exemples, que le fait de reconnaître un incontestable intérêt « scientifique » aux meilleures contributions qu'il a inspirées n'enlève rien, pour l'essentiel, au bien-fondé de la critique que la gauche a traditionnellement formulée contre l'idéologie qui s'y enracine.

Reconnaître le caractère scientifique de telle ou telle analyse des économistes néo-libéraux, c'est y voir une contribution importante à l'intelligibilité de certains phénomènes, mais ce n'est, en aucune façon, valider l'image que les idéologues néo-libéraux aiment se donner de la société concrète. Le marché dont les économistes étudient le fonction-

nement est une structure abstraite dont il importe d'inventorier les riches possibilités parce qu'une telle structure est à l'œuvre dans de multiples rapports sociaux qui occupent une place centrale dans les sociétés occidentales en particulier. Mais rien de tout cela ne permet de conclure que le marché est une structure « naturelle » et encore moins une structure dont la présence est toujours souhaitable.

Il est même étonnant, en un sens, que les analyses économiques d'inspiration néo-classique aient eu pour effet de consolider les convictions à propos du caractère naturel du marché quand elles auraient dû plutôt contribuer à en mettre en évidence le caractère hautement *artificiel*. Il suffit en effet de se plonger un instant dans ces analyses théoriques des conditions d'équilibre des marchés auxquelles les économistes ont consacré l'essentiel de leurs efforts depuis Walras pour se convaincre de l'importance de la distance qui sépare ces marchés de la réalité concrète. Il ne s'agit pas ici d'en faire grief à l'analyse scientifique qui, on l'a vu, ne peut progresser que grâce à de telles abstractions. Il s'agit plutôt de bien comprendre que cette réalité concrète ne ressemble à un marché que parce que, depuis quelques siècles, en Occident, les hommes ont pris de multiples mesures, législatives ou autres, pour qu'elle y ressemble effectivement. Comme l'a montré Karl Polanyi, ce n'est qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle que le marché a été généralisé en Occident <sup>35</sup> et comme le montre l'analyse économique - en particulier celle qui met l'accent sur les économies externes - même en Occident, ces marchés ne sont généralement que de lointaines approximations des structures que les théoriciens analysent sous ce nom. Les critiques réalistes de l'économie ont tort de reprocher à l'analyse économique de ne rendre compte qu'abstraitement de ces structures, mais le fait que la science économique, comme la science physique, se construit à l'aide de modèles abstraits n'autorise nullement à négliger les conséquences du fait que la *réalité* économique n'obéit que es approximativement à ces modèles théoriques et n'autorise surtout pas à supposer que, laissée à elle même, elle tend *naturellement* à y obéir.

Il y a une quinzaine d'années, ces considérations auraient paru parfaitement banales tant elles auraient reflété un sentiment peu contesté. Or il n'en va vraiment plus ainsi aujourd'hui et c'est probablement l'ef-

---

<sup>35</sup> K. POLANYI, *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press, 1957.

fet le plus décisif de la vague néo-libérale en économie que d'avoir rendu douteuses ces évidences qui paraissaient pourtant bien établies. Il s'agira donc ici de voir comment les travaux des économistes néo-libéraux, quelle que puisse être leur qualité scientifique, ont contribué à faire percevoir le marché comme une sorte de réponse universelle.

Rien, par exemple, n'est moins susceptible d'être fondé sur l'analyse scientifique que le droit à la propriété privée que l'on prend généralement pour acquis quand on analyse les échanges entre détenteurs de biens ou, si l'on préfère, quand on analyse les marchés. Le débat autour de cette question est un débat purement philosophique et les arguments qu'on invoque, soit pour justifier, soit pour mettre en cause le droit de propriété sont particulièrement fragiles. Il va sans dire que l'analyse néo-classique des marchés ne contribue pas plus à fonder ce droit que l'analyse marxiste de la plus-value n'a contribué, en tant que telle, à le mettre en question. Pourquoi alors l'économie néo-libérale semble-t-elle porter avec elle une sorte de justification de la propriété privée qui paraît tout aussi décisive que la condamnation de la propriété privée que véhiculaient même les plus sobres analyses de Marx ? Si ce n'est pas à cause de leur contenu même, ce peut être à cause de la respectabilité que confèrent à ce mode de propriété les analyses économiques qui le supposent. Les principaux arguments philosophiques à propos de la propriété privée sont connus pour l'essentiel depuis quelques siècles déjà. Leur impact, c'est-à-dire le fait qu'ils paraissent convaincants ou non varie cependant beaucoup avec le contexte dans lequel on les réactive. Ainsi le marxisme a contribué à affaiblir considérablement la portée des arguments favorables à la propriété privée dans la mesure où il a élaboré une théorie qui prétendait mettre en relief les contradictions internes du mode de production qui repose sur ce type de propriété. Le néo-libéralisme renforce la portée des mêmes arguments dans la mesure où la « théorie des droits de propriété » qui lui est associée prétend mettre en relief une fonction essentielle de ces droits. Dans les deux cas rien ne peut être conclu sur la validité des droits eux-mêmes, mais une présomption dans un sens ou dans l'autre se trouve idéologiquement renforcée par l'intérêt qu'offre l'analyse scientifique elle-même. Qu'on en juge par la conclusion qu'Henri Lepage tire d'une discussion (de caractère passablement ontologique !) du droit de propriété, menée par des auteurs associés au mouvement néo-libéral américain : « *Affirmer que la propriété est un*

"droit naturel", [est] le produit d'une réflexion, d'un approfondissement, d'une recherche qui n'hésite pas à revendiquer l'épithète de "scientifique" » <sup>36</sup>.

Le fonctionnement de ce mécanisme idéologique de renforcement apparaît avec une netteté particulière dans les débats autour des externalités. Depuis le début du siècle, mais surtout depuis les années 1950, les économistes ont pris conscience de la présence d'activités qui échappent à l'emprise du marché du seul fait que leurs répercussions (nocives ou bénéfiques) affectent ceux qui n'ont sur elles aucun contrôle ; l'importance, de plus en plus reconnue de ces externalités (dont, à partir des années 1960, la pollution deviendra une sorte de prototype et de symbole) témoignait, plus directement encore que d'autres phénomènes, des limites manifestes d'une économie de marché. Avec le néo-libéralisme, par contre, les externalités ont, en quelque sorte, été mises en veilleuse. Or, cette évolution inattendue des choses s'explique pour une large part par le rôle déterminant de l'admirable contribution scientifique de Ronald Coase à laquelle on s'est presque rituellement référé depuis, pour assurer que les externalités ne constituent pas, dans une théorie du marché, l'obstacle insurmontable qu'on avait pris l'habitude d'y voir.

Pourtant le théorème de Coase ne changeait rien à la situation objective ; la pollution n'en continuait pas moins d'échapper au marché parce qu'on pouvait montrer que, dans des conditions hypothétiques totalement irréalisables, elle n'y échapperait pas ou, si l'on préfère, parce qu'on pouvait analyser les limites du marché grâce à une généralisation de la théorie qui faisait place à des concepts plus fins comme celui de « coût de transaction ». L'enthousiasme suscité par le théorème de Coase était certes justifié car les découvertes scientifiques importantes sont souvent le fruit de telles généralisations, mais ce n'en est pas moins en vertu d'un mécanisme proprement idéologique que ce théorème - qui, comme bien d'autres, doit sa validité à son caractère largement tautologique - a pu contribuer à ce point à raffermir les convictions à propos de la fiabilité du marché <sup>37</sup>.

<sup>36</sup> H. LEPAGE, *Pourquoi la propriété*, Paris, Hachette, 1985, p. 400.

<sup>37</sup> Voir R. COASE, « The Problem of Social Cost », *The Journal of Law & Economics*, III, Octobre 1960, pp. 1-44. La « tautologie » en question pourrait

Bien d'autres exemples pourraient servir à illustrer que c'est précisément là où s'impose avec quelque éclat le caractère *scientifique* de ses contributions théoriques qu'il faut se méfier le plus de l'idéologie véhiculée par le néo-libéralisme, mais il convient surtout de s'arrêter au cas de la « nouvelle théorie du consommateur » qui est devenue, pour les « nouveaux économistes » une sorte de symbole du succès de cette doctrine. Ici encore, une importante contribution théorique de Gary Becker était rendue possible au prix d'une hypothèse héroïque par son irréalisme, mais extrêmement féconde sur le plan strictement théorique. Cette hypothèse, celle de l'universalité et de la stabilité des préférences, proposait de désigner désormais par le mot « préférences » les tendances stables qui amèneraient les consommateurs, guidés par une sorte de calcul rationnel, à façonner progressivement ces inclinations fort variables que jusqu'alors on avait l'habitude d'appeler des « goûts » ou des « préférences »<sup>38</sup>. Une telle hypothèse avait l'immense mérite de remonter en quelque sorte au-delà de l'observable pour expliquer de façon cohérente des phénomènes aussi variés que la consommation de drogues, l'intérêt pour la musique ou la détermination du nombre d'enfants par famille. De plus, elle débloquent en quelque sorte le concept de souveraineté du consommateur qui, sous sa forme traditionnelle, avait régulièrement donné lieu à des objections un peu faciles.

Toutefois, cette hypothèse hardie soulevait de sérieuses difficultés dans la mesure où elle impliquait une étrange dissociation des « préférences » et des satisfactions. Jusqu'à Becker, en effet, on croyait être en mesure de forcer les préférences des individus à se révéler dans la décision même qui entraînait leur satisfaction, celle-ci constituant en

---

s'exprimer à peu près ainsi : « si tous les coûts de transaction étaient nuls (Le si tous les biens et services concevables pouvaient être gratuitement mis en marché), le fonctionnement du marché ne serait pas entravé par des effets externes puisqu'il n'existerait pas de telles choses (par définition, on ne parle d'effets « externes » que dans la mesure où les biens qui sont en cause échappent à l'emprise du marché) ».

<sup>38</sup> Voir G.S. BECKER, *The Economic Approach to Human Behavior*, Chicago, University of Chicago Press, 1976, p. 5 ; voir aussi G.J STIGLER et G.S. BECKER, « De Gustibus Non Est Disputandum », *American Economic Review*, 67, Mars 1977, pp. 76-90.

quelque sorte la mesure de leur intensité ; avec Becker, il ne peut plus en être ainsi : les « préférences stables » qui amènent un individu inculte à investir dans une éducation qui le transforme peu à peu en mélomane ne peuvent se mesurer par les satisfactions croissantes que lui procure la musique, sans quoi ces préférences ne seraient pas plus stables que les dites satisfactions. Il n'y a rien de choquant à ce que Becker postule ainsi l'existence de telles structures qui sont définies autrement que les préférences manifestes, à condition toutefois que nul ne confonde ce *postulat* avec un *résultat* scientifique qui exclurait que les goûts puissent changer. On s'étonne dès lors de voir Jean-Jacques Rosa, dans sa contribution à *L'économie retrouvée*, affirmer péremptoirement à propos de ce genre de recherches : « *la conclusion est sans équivoque : l'hypothèse d'instabilité est certainement inutile et sans doute inexacte* »<sup>39</sup>. Ici encore, l'analyse scientifique ne pouvait manquer d'être vite investie idéologiquement. De par sa structure même, la « nouvelle théorie du consommateur » constituait en effet le bouclier idéal grâce auquel les défenseurs de la publicité commerciale pouvaient parer les arguments habituels de leurs adversaires. Non point qu'elle autorisait, sur ce plan, quelque conclusion que ce soit ; il suffisait largement qu'elle offre à une idéologie qui ne manque jamais de faire feu de tout bois une excellente occasion de tirer parti de son autorité.

Le développement de cette idéologie néo-libérale a du reste été facilité par l'approche instrumentaliste que, dès 1953, Milton Friedman proposait aux économistes et qui a été acceptée avec enthousiasme, en particulier au sein de l'école de Chicago. Selon cette façon de voir, dont il ne s'agira pas ici de discuter le mérite proprement épistémologique, les économistes n'ont pas à se préoccuper de la vérité des postulats de leurs théories qui ne seraient que de simples instruments dont ils doivent se contenter de mesurer l'efficacité en testant leurs résultats. Or, comme les tests sont interprétés en économie de façon plutôt laxiste, la porte se trouve ainsi ouverte aux interprétations idéologiques de postulats qui ont l'avantage de pouvoir, pour reprendre les termes de Lepage, « revendiquer l'épithète de 'scientifiques' » sans avoir à être testés ni à être interprétés. C'est ainsi, par exemple, que

---

<sup>39</sup> J.-J. ROSA, « Vrais et faux besoins », in J.-J. ROSA et F. AFTALION, *L'économie retrouvée*, op. cit., pp. 170-171.

dans les interminables débats sur la concurrence et les monopoles, qui se sont poursuivis en marge de la pensée économique, la thèse qui propose de renoncer à tout contrôle s'est trouvée favorisée du fait que, dans une perspective instrumentaliste, il ne paraît plus aussi pertinent, scientifiquement parlant, de s'inquiéter du comportement effectif des agents économiques <sup>40</sup>.

L'espace ne me permet ici que d'évoquer quelques-unes seulement des voies fort variées qui ont permis à une idéologie libérale de tirer parti du développement de la science économique. On sait combien certains concepts, par exemple celui *d'équilibre*, portent en eux une équivoque qui permet de glisser tout naturellement vers une valorisation idéologique de la position d'équilibre analysée « scientifiquement ». Le concept central de *rationalité*, pour sa part, génère, en outre, une équivoque d'un second type, dans la mesure où on est tenté de l'appliquer autant au théoricien de l'économie qu'à l'agent économique. Quoi qu'il en soit, en effet, du comportement (rationnel ou pas) des agents économiques, puisqu'il est plus rationnel, de la part de l'auteur d'une théorie scientifique, de trouver une *raison* à un comportement, une conception du monde qui fait place à des agents rationnels bénéficiera d'une connotation supplémentaire de scientificité dont l'effet idéologique ne sera pas négligeable.

C'est une équivoque de type analogue qui contribue au rôle idéologique de l'idée que véhicule la « main invisible » de Smith ou les *unintended consequences* de Hayek. J'ai dit plus haut que cette idée me paraît associée à une contribution scientifique importante qui fournissait la clé indispensable à toute explication de ces mécanismes que sont les divers marchés. Mais, il n'y a aucune raison pour que la qualité de l'explication rejaillisse sur la chose expliquée. L'analyse d'une concertation consciente des agents économiques n'offre pas autant d'intérêt théorique que celle de ce mécanisme inconscient, mais ceci n'implique naturellement pas qu'une telle concertation ne puisse produire des résultats économiques plus satisfaisants. Pourtant, une sorte d'association implicite entre valorisation d'une théorie et valori-

---

<sup>40</sup> Voir, de ce point de vue, le débat entre ARCHIBALD, STIGLER et FRIEDMAN, in *Review of Economic Studies*, 29, 1961, pp. 2-28 et 30, 1963, pp. 63-71.

sation de son objet explique une bonne part du succès d'ouvrages comme *Free to Choose* de Milton et Rose Friedman, dont le premier chapitre, intitulé *The Power of the Market*, s'attache à convaincre le lecteur de la fiabilité du marché à force de lui faire voir de quelle brillante façon un « éclair de génie » d'Adam Smith a permis d'en expliquer le fonctionnement <sup>41</sup>.

À un niveau peut-être moins subtil, la fascination que suscite un système qui permet de ne pas avoir à attendre son repas de « la bienveillance du boucher » dégénère en une sorte de postulat éthique qui semble hanter la pensée néo-libérale. On pourrait caractériser la manifestation intempestive de cette fascination comme le syndrome de la cigale et de la fourmi. John Hospers, l'un des leaders du mouvement libertarien associé au néo-libéralisme nous donne de la chose un exemple particulièrement net. Pour établir le bien fondé du droit de propriété et pour en finir avec l'État-providence, Hospers n'hésite pas à construire, à la manière des premiers économistes libéraux, un modèle simplifié qui, chez lui, retrouve presque les accents mêmes du fabuliste :

*« Suppose two men are cast ashore on an island, and they agree that each will cultivate half of it. The first man is industrious and grows crops and build a shelter, making the most of the situation with which he is confronted. The second man, perhaps thinking that the warm days will last forever, lies in the sun, picks coconuts while they last, and does a minimum of work to sustain himself. At the time of harvest, the second man has nothing to harvest, nor does he assist the first man in his labors. But later when there is a dearth of food on the island, the second man comes to the first man and demands half of the harvest as his right. But of course he has no right to the product of the first man's labors »* <sup>42</sup>.

C'est ainsi qu'une morale individualiste qui jadis tirait discrètement quelque autorité de la beauté des vers de Jean de La Fontaine prend

<sup>41</sup> M. & R. FRIEDMAN, *Free to Choose*, New York, Avon Books, 1979, p. 5.

<sup>42</sup> J. HOSPERS, « What Libertarianism Is », in T. R. MACHAN (sous la direction de), *The Libertarian Alternative, Essays in Social and Political Philosophy*, Chicago, Nelson-Hall, 1973, pp. 10-11.

désormais appui sur le prestige d'une science dont on peut toujours se réclamer quand on choisit de faire du marché l'arbitre suprême de tous les débats moraux.

Une idéologie farouchement individualiste a donc trouvé dans l'économie néo-libérale contemporaine la terre ferme qui lui faisait défaut au moment où, dans les années 1960, le marxisme parvenait à imposer partout la primauté du social. C'est pourquoi les critiques de la gauche à l'endroit du néo-libéralisme, dont j'ai voulu, plus haut, souligner et expliquer l'inefficacité, reprennent tout leur sens quand on se débarrasse des conceptions manichéennes qui en faussaient la signification. C'est avec raison qu'à l'aide des arguments de la catégorie (5) considérée ci-dessus, on dénonçait le caractère insidieux de l'idéologie néo-libérale pourvu qu'on n'ait pas l'impression, en le faisant, de dénier au néo-libéralisme toute dimension scientifique, bien plutôt essentielle au fonctionnement efficace d'une idéologie. C'est avec raison que les défenseurs des arguments des catégories (3) et (4) mettaient respectivement en relief d'importantes carences théoriques et philosophiques dans les analyses scientifiques des économistes néo-libéraux, pourvu qu'il soit bien clair que, par cet exercice, ils s'inscrivaient dans un processus qui contribue lui-même à faire avancer une discipline économique encore bien modeste qui, comme toutes les sciences, ne saurait progresser que grâce à une discussion critique qui doit constamment remettre en cause ses moindres acquis. C'est même, en un certain sens, avec raison que les partisans des arguments des catégories (1) et (2) dénonçaient le caractère inhumain ou abstrait de certaines conceptions néo-libérales si, par delà l'analyse scientifique que de telles considérations ne sauraient affecter, ils entendaient s'inscrire par là dans le débat moral très concret qui a également cours à propos des valeurs qu'une idéologie néo-libérale voudrait faire prévaloir dans la société.

Reste à voir si les intellectuels de gauche qui se sont laissés séduire par des conceptions manichéennes sur la science et l'idéologie ou sur la gauche et la droite vont encore longtemps se payer le luxe de n'opposer à la progression fulgurante de l'idéologie néo-libérale que les prises de position mécaniques et stériles que ces conceptions leur inspirent !

Maurice LAGUEUX

Département de philosophie  
Université de Montréal

Fin du texte.